



ENFOUISSEMENT DES RESEAUX
Électriques de Distribution Publique,
de Communications Électroniques
et d'Éclairage Public.

**CONVENTION
de
MAITRISE D'OUVRAGE TEMPORAIRE**

[article L. 2422-12 du Code de la commande publique]

Programme 2026 :

Rue de la Tour

(Depuis la rue Ernest Renan jusqu'à l'avenue du 11 novembre 1918)

Affaire : 92048-AR-25051

A MEUDON

Accusé de réception en préfecture

075-200050433-20260226-MO7-MEUDONTOUR-CC

Date de télétransmission : 26/02/2026

Date de réception préfecture : 26/02/2026

Entre les soussignés :

■ **Le Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Électricité en Ile-de-France (Sigeif)** représenté par son Président, Monsieur Jean-Jacques Guillet, agissant en vertu de la délibération du comité syndical n°19-17 en date du 1^{er} juillet 2019.

ci-après désigné par « **le Sigeif** ».

■ **La Commune de Meudon** représentée par son Maire, Monsieur Denis Larghero, agissant en vertu d'une délibération n°106/2025. en date du 11.12.2025.

ci-après désignée par « **la Commune** ».

■ **L'Établissement Public Territorial** représenté par son Vice-président, Monsieur Bernard GAUDUCHEAU, chargé de l'Espace Public, de la voirie, et des réseaux, Maire de Vanves, Conseiller régional d'Ile-de-France, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par délibération n° B2025/11/14 en date du 20 novembre 2025

ci-après désignée par « **L'Établissement** ».

Le Sigeif, la Commune et l'Établissement seront désignées individuellement « **une Partie** » et collectivement « **les Parties** ».

Il a été convenu ce qui suit :

Accusé de réception en préfecture
075-200050433-20260226-MONTMEUDONTOURCC
Date de télétransmission : 26/02/2026
Date de réception préfecture : 26/02/2026
Date de réception : 28/11/2025
Date de réception préfecture : 28/11/2025

SOMMAIRE

ARTICLE 1 :	OBJET	4
ARTICLE 2 :	CONTENU DE LA MISSION DU MAITRE D'OUVRAGE TEMPORAIRE	5
ARTICLE 3 :	TRAVAUX A REALISER	6
3.1	Réseau de Distribution publique d'énergie électrique basse tension	6
3.2	Réseau de communications électroniques	6
3.3	Infrastructures d'Éclairage Public	6
ARTICLE 4 :	PROCEDURE DE RECEPTION, PROPRIETE ET MISE A DISPOSITION DES OUVRAGES	7
4.1	Réception des travaux	7
4.2	Propriété du réseau public de distribution d'électricité	7
4.3	Propriété des réseaux de communications électroniques	7
4.4	Propriété du réseau d'éclairage public	8
4.5	Dispositions diverses	8
ARTICLE 5 :	ACHEVEMENT DE LA MAITRISE D'OUVRAGE TEMPORAIRE CONFIEE AU SIGEIF	8
ARTICLE 6 :	ENVELOPPES FINANCIERES PREVISIONNELLES ET MODALITES DE FINANCEMENT DE L'OPERATION	9
6.1	Dépenses afférentes à l'enfouissement du réseau public de distribution d'électricité	9
6.2	Dépenses afférentes à l'enfouissement du réseau de communications électroniques	11
6.3	Dépenses afférentes à l'enfouissement du réseau d'éclairage public	11
6.4	Autres frais pris en charge par la Commune et l'Établissement :	12
ARTICLE 7 :	MODALITES DE REGLEMENT ET DE RECOUVREMENT	12
ARTICLE 8 :	CONTROLE DE LA COMMUNE ET LA COMMUNE DE L'ÉTABLISSEMENT	13
ARTICLE 9 :	MODIFICATION ET ANNULATION DE L'OPERATION	13
ARTICLE 10 :	RESILIATION	14
ARTICLE 11 :	DISPOSITIONS DIVERSES	14
11.1	Durée de la convention	14
11.2	Enregistrement	14
11.3	Capacité d'ester en justice	15
11.4	Résolution des litiges	15
<i>Annexe I</i>	Missions du maître d'ouvrage temporaire	
<i>Annexe II</i>	Plan de situation	
<i>Annexe III</i>	Enveloppes prévisionnelles et financement des travaux	

Accusé de réception en préfecture

075-200050433-20260226-MO-TME-DONTON-UR-CC

Date de télétransmission : 26/02/2026

Date de réception préfecture : 26/02/2026

Article 1 : Objet

Dans le cadre de sa politique de création et d'amélioration esthétique des réseaux, la Commune a souhaité, par la présente convention et conformément à l'article L 2422-12 du Code de la commande publique, désigner temporairement le Sigeif en vue d'assurer la maîtrise d'ouvrage unique de l'opération d'enfouissement de réseaux électriques aériens, supports du réseau de communications électroniques et d'éclairage public (ci-après « l'Opération »).

Tel que définie à l'Annexe II et sous réserve d'un ajustement futur justifié par des considérations techniques, l'Opération concerne les lignes aériennes situées :

- **Rue de la Tour** depuis la rue Ernest Renan jusqu'à l'avenue du 11 novembre 1918

Les travaux afférents à l'Opération relèvent :

- De la maîtrise d'ouvrage du Sigeif :
 - Pour la mise en souterrain du réseau public de distribution d'électricité ;
 - Pour le câblage des installations de communications électroniques appartenant à Orange, déléguée au Sigeif par l'opérateur par convention particulière.
- De la maîtrise d'ouvrage de la Commune :
 - Pour la mise en souterrain du réseau de communications électroniques et, plus spécifiquement, pour la construction des infrastructures communes de génie civil (tranchée commune) et des infrastructures d'accueil d'équipements de communications électroniques (fourreaux et chambres de tirage).
 - Pour le câblage des installations de communications électroniques dans la mesure où la maîtrise d'ouvrage aura été déléguée à la Commune par les opérateurs concernés (autres qu'Orange).
- De la maîtrise d'ouvrage de l'Établissements :
 - Pour la mise en souterrain du réseau d'éclairage public et, plus spécifiquement, pour la construction des infrastructures nécessaires à la modernisation du réseau d'éclairage public (terrassements, fourniture et pose d'un fourreau accompagné du conducteur de terre pour la liaison équipotentielle).

En application de l'article L. 2422-12 du Code de la commande publique, les Parties ont convenu de désigner le Sigeif en tant que maître d'ouvrage unique pour réaliser l'ensemble du Programme (ci-après « **le Maître d'ouvrage temporaire** »).

La présente convention a pour objet de préciser les missions dévolues au Sigeif ainsi que les conditions techniques et financières de la mise en œuvre de cette Maîtrise d'ouvrage temporaire.

Article 2 : Contenu de la mission du Maître d'ouvrage temporaire

Dans le cadre de l'Opération définie à l'article 1, le Sigeif est chargé de :

- ❑ la mise en souterrain des lignes aériennes constituant le réseau public de distribution d'électricité situées sur le domaine, public et privé ;
- ❑ la construction des infrastructures pour la mise en souterrain des lignes aériennes constituant le réseau d'éclairage public (pose d'un fourreau et d'une câblette de terre – mobilier non compris) ;
- ❑ la construction des infrastructures visées à l'article 1 de la présente convention permettant l'enfouissement coordonné des réseaux de communications électroniques sur le domaine public routier et privé de la Commune et également sur les propriétés privées (à l'exception des parties privatives intérieures aux bâtiments);
- ❑ le câblage des réseaux de communications électroniques d'Orange.

Le Sigeif accomplit les missions définies à l'Annexe I relevant de la gestion des marchés et de la réception des travaux, de la gestion administrative, des actions en justice et, d'une manière générale, de tous les actes nécessaires à l'exercice de sa mission.

Pour l'exécution de sa mission, le Sigeif est représenté par son Président, M. Jean-Jacques Guillet ou son représentant.

Sont exclus de la mission confiée au Sigeif les travaux de câblage, de fourniture et de pose ou confection de matériels non précisés par le présent article.

La maîtrise d'ouvrage relative aux études de câblage des réseaux de communications électroniques et des branchements y afférents est assurée par le ou les opérateur(s) concerné(s).

Accusé de réception en préfecture
075-200050433-20260226-MOTMEUDONTORRES
Date de télétransmission : 26/02/2026
Date de réception préfecture : 26/02/2026

075-200050433-20260226-MOTMEUDONTORRES-14-DE
Date de télétransmission : 28/11/2025
Date de réception préfecture : 28/11/2025

Article 3 : Travaux à réaliser

3.1 Réseau de Distribution publique d'énergie électrique basse tension

- ❑ Mise en souterrain de 180 mètres de lignes aériennes constituant le réseau public de distribution d'électricité ;
- ❑ Reprise d'environ **10** branchements ;
- ❑ Dépose de l'ancien réseau ainsi renouvelé.

3.2 Réseau de communications électroniques

Orange :

Construction d'environ **180** mètres d'infrastructures visées à l'article 1 de la présente convention permettant l'enfouissement coordonné des réseaux de communications électroniques d'Orange ;

Construction de l'infrastructure permettant la reprise d'environ 10 branchements ;

Câblage des installations de communications électroniques appartenant à Orange, délégué au Sigeif par l'opérateur par convention particulière ;

Dépose de l'ancien réseau ainsi renouvelé.

Autres opérateurs :

Construction de l'infrastructure visée à l'article 1 permettant l'enfouissement coordonné des réseaux de communications électroniques appartenant aux opérateurs autres qu'Orange, y compris l'infrastructure permettant de reprendre les branchements ;

La Commune est tenue de se rapprocher des opérateurs concernés pour qu'ils assurent le câblage et la dépose de leur réseau, ces travaux étant hors du champ d'application de la présente convention.

3.3 Infrastructures d'Éclairage Public

Construction de l'infrastructure pour la mise en souterrain et la modernisation du réseau d'éclairage public (*terrassements, fourniture et pose d'un fourreau accompagné du conducteur de terre pour la liaison équipotentielle*) ;

Sont hors du champ d'application de la présente convention la fourniture et la pose du mobilier d'éclairage public ainsi que les travaux de câblage et de mise en service

Accusé de réception en préfecture
075-200050433-20260226-MO TRAVAIL PUBLIC
Date de télétransmission : 26/02/2026
Date de réception préfecture : 26/02/2026

4.4 Propriété du réseau d'éclairage public

A leur réception, les ouvrages relevant du réseau d'éclairage public deviennent la propriété de l'Établissement.

4.5 Dispositions diverses

Lors de la réception des travaux, en cas d'impossibilité pour le Sigeif de déposer les supports en « appuis communs », la Commune ou l'Établissement ne peut s'opposer aux transferts de propriété et d'exploitation. Une convention entre les parties fixe alors les modalités de la rétrocession.

Les ouvrages sont transférés à leur propriétaire après réception des travaux. Le Sigeif ne peut être tenu pour responsable des difficultés qui résulteraient d'une mauvaise utilisation de l'ouvrage ainsi remis ou d'un défaut d'entretien.

Si la Commune ou l'Établissement demande une mise à disposition partielle, celle-ci ne peut intervenir qu'après la réception partielle correspondante. Toute mise à disposition ou occupation anticipée d'ouvrage doit faire l'objet d'un constat contradictoire de l'état des lieux, consigné dans un procès-verbal signé par la Commune ou l'Établissement et le Sigeif. Ce constat doit notamment faire mention des réserves de réception levées, ou restant à lever, à la date du constat.

Article 5 : Achèvement de la Maîtrise d'ouvrage temporaire confiée au Sigeif

La mission du Sigeif prend effet après la signature de la présente convention et prend fin à l'échéance la plus tardive des délais d'exécution de la mission afférente à l'Opération, et notamment de :

- ❑ La réception des ouvrages et levée des réserves de réception ;
- ❑ La mise à disposition des ouvrages ;
- ❑ L'expiration du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages ;
- ❑ La remise des dossiers complets comportant tous les documents contractuels, techniques et administratifs relatifs aux ouvrages, dans un délai de 6 mois suivant l'expiration du délai de parfait achèvement des ouvrages ;
- ❑ L'établissement et la remise à la Commune et à l'Établissement du bilan général des dépenses effectuées pour la réalisation de l'opération, dans un délai de 6 mois suivant l'expiration du délai de parfait achèvement des ouvrages.

Accusé de réception en préfecture

075-200050433-20260226-MOT-TEL-DEPOT-OR-CC

Date de télétransmission : 26/02/2026

Date de réception préfecture : 26/02/2026

À l'expiration du délai de garantie, s'il subsiste des litiges entre le Sigeif et certains co-contractants au titre de l'Opération, le Sigeif remet à la Commune et à l'Établissement tous les éléments en sa possession afin que cette dernière poursuive les procédures engagées.

Article 6 : Enveloppes financières prévisionnelles et modalités de financement de l'Opération

Après estimation par chaque maître d'ouvrage de sa propre enveloppe financière prévisionnelle, le montant de l'Opération s'élève à **200 000 € T.T.C** (Annexe III).

Ces enveloppes comprennent, en fonction du besoin :

- ❑ Les frais de maîtrise d'ouvrage ;
- ❑ Les diagnostics amiante et HAP ;
- ❑ Les levés topographiques ;
- ❑ La rémunération de la maîtrise d'œuvre ;
- ❑ La rémunération de la coordination de sécurité ;
- ❑ Le contrôle technique des ouvrages neufs de distribution publique d'électricité ;
- ❑ Les frais de réalisation des investigations complémentaires ;
- ❑ Le coût de réalisation des travaux sur les différents réseaux.

6.1 Dépenses afférentes à l'enfouissement du réseau public de distribution d'électricité

Le montant prévisionnel des travaux afférents au réseau public de distribution d'électricité est estimé à **60 000 € H.T**, soit **72 000 € T.T.C**, réparti comme suit entre les différents partenaires financiers et le Sigeif (annexe III) :

- ❑ Le concessionnaire Enedis :

La participation d'Enedis correspond à **40 %** (ou **50% si la répartition sur l'ensemble des opérations du programme de l'année du montant du programme article 8 du contrat de concession le permet**) du coût total hors taxes de l'Opération de mise en souterrain des réseaux, soit un montant prévisionnel de **24 000 €**.

□ Le Sigeif :

Le Sigeif, maître d'ouvrage et autorité concédante pour le réseau de distribution publique d'énergie électrique, s'engage à s'acquitter des dépenses toutes taxes comprises. Il perçoit à ce titre directement l'ensemble des participations financières visées dans la présente convention et récupère la T.V.A déductible sur les travaux.

Le montant prévisionnel de la T.V.A à récupérer s'élève donc à 12 000 €.

La participation du Sigeif correspond à **44%** du coût total hors taxes de l'Opération déduction faite de la participation du concessionnaire.

Le montant prévisionnel de la participation du Sigeif s'élève donc à **15 840 €**.

□ La Commune :

La participation de la Commune, versée sous forme de fonds de concours en application des délibérations concordantes de son assemblée délibérante et de celle du Sigeif, correspond au coût total hors taxes de l'Opération de mise en souterrain des réseaux électriques de distribution publique déduction faite de la participation du Sigeif et de Enedis.

Le montant prévisionnel de sa participation s'élève donc à **20 160 €**.

Les Parties entendent préciser que :

- Dans la mesure où le Sigeif assure le financement des travaux d'enfouissement du réseau public de distribution d'électricité, la participation de la Commune est exclue de l'assiette de calcul de la redevance R2 qui lui est reversée ;
- Cette Opération est inscrite au Programme de travaux du Sigeif pour l'année 2026. Pour demeurer éligibles à la participation du concessionnaire, les travaux doivent être engagés au plus tard le 31 décembre 2027 et achevés au plus tard le 31 décembre 2029. Le Sigeif s'engage à achever la réalisation des travaux définis au précédent article au plus tard à l'expiration de la présente convention. Ce délai peut être le cas échéant prolongé en cas de retard dont le Sigeif ne pourrait être tenu pour responsable.
- A défaut, la Commune perd le bénéfice de la participation du concessionnaire et sa propre participation est majorée d'autant, à moins qu'une inscription à un Programme de travaux ultérieur du Sigeif soit possible ;
- Les participations financières de chaque organisme sont susceptibles d'évoluer du fait des conditions économiques au mois de réalisation de l'Opération et des quantités réellement mises en œuvre conformément aux stipulations du marché de travaux.

6.2 Dépenses afférentes à l'enfouissement du réseau de communications électroniques

Le montant prévisionnel des travaux afférents au réseau de communications électroniques est estimé à **73 333,33 € H.T**, soit **88 000 € T.T.C** détaillé en annexe III.

Le financement est assuré par la Commune (Annexe III), à l'exception des coûts supportés par les opérateurs concernés en application de l'article L. 2224-35 du CGCT :

□ Orange :

Le montant prévisionnel de la participation d'Orange s'élève à **9 720 €** (T.V.A incluse).

Orange verse directement au Sigeif sa participation financière après l'envoi du bilan de l'Opération, conformément à la convention-cadre signée entre les deux parties.

Le Sigeif reverse ensuite cette participation à la Commune sous un délai de 30 jours après perception.

□ La Commune :

La participation de la Commune correspond à la différence entre le coût total hors taxes de mise en souterrain des réseaux de communications électroniques et la participation financière d'Orange.

□ Autres opérateurs :

Les participations financières des autres opérateurs de communications électroniques concernés sont versées directement à la Commune, conformément à l'accord qu'ils pourront avoir établi avec cette dernière et ne sont pas prises en considération dans la présente convention.

6.3 Dépenses afférentes à l'enfouissement du réseau d'éclairage public

Le montant prévisionnel des travaux afférents au réseau d'éclairage public (mobilier non compris) est estimé à **33 333,33 € H.T**, soit **40 000 € T.T.C**

Le financement est assuré par l'Établissement (Annexe III).

6.4 Autres frais pris en charge par la Commune et l'Établissement :

La Commune et l'Établissement s'engagent à rembourser au Sigeif les frais suivants occasionnés par l'exercice par ce dernier de sa mission de Maître d'ouvrage temporaire :

- Les frais d'ouverture de dossier par Opération, d'un montant de 840 € T.T.C ;
- Les frais proportionnels, correspondant à 4% du montant réel toutes taxes comprises de la part de l'Opération faisant l'objet du transfert temporaire de Maîtrise d'ouvrage.

Article 7 : Modalités de règlement et de recouvrement

Le Sigeif s'engage à assurer le financement, les engagements comptables et le règlement des décomptes et des factures directement aux prestataires.

Pour recouvrer les participations financières auprès de ses partenaires, le Sigeif adresse :

- **A Enedis**, pour sa participation aux travaux de mise en souterrain du réseau public d'énergie électrique :
 - Les pièces justifiant les différents règlements ;
 - Le bilan général des dépenses concernant l'Opération ;
 - L'attestation de paiement pour l'Opération signée par le trésorier (trésorerie de Paris) ;
 - Les titres de recettes pour l'Opération afférents aux versements du concessionnaire.
- **A Orange**, pour sa participation aux travaux de mise en souterrain de son réseau de communications électroniques :
 - Les pièces justifiant les différents règlements ;
 - Le bilan général des dépenses concernant l'Opération ;
 - Les titres de recettes pour l'Opération afférents à la participation de l'opérateur.
- **A la Commune et à l'Établissement**, pour leur participation respective :
 - Un titre de recette de **30%** du montant prévisionnel de sa participation pour l'Opération lors de la signature de la présente convention de maîtrise d'ouvrage temporaire. Les études ne débutent qu'après réception de cette avance ;
 - Un titre de recette de **30%** du montant prévisionnel de sa participation pour l'Opération à la fin des études et avant le démarrage des travaux. Toutefois, si l'enveloppe prévisionnelle définie à l'article 6 s'avère trop importante par rapport au coût estimé après l'étude du projet, le titre de recette est minoré d'autant. Les travaux ne débutent qu'après

Accusé de réception en préfecture
97520050438-20260226-AMMURONFORD-SC
Date de télétransmission : 26/02/2026
Date de réception préfecture : 26/02/2026
Page 12 sur 16

- Un titre de recette de la valeur du solde de sa participation pour l'Opération après présentation du bilan général des dépenses établi à partir des quantités réellement mises en œuvre et justification des dépenses (différents décomptes et factures de chaque prestataire) ;
En cas de décalage important entre la perception du deuxième acompte et le solde final, entraînant une avance de trésorerie importante pour le Sigeif un troisième acompte pourra être sollicité.
- Un mandat du montant de la participation d'Orange après perception par le Sigeif.

Remarques :

- La Commune et l'Établissement procèdent aux différents paiements dans les 30 jours suivant la réception de la demande.
- En cas de désaccord entre la Commune ou l'Établissement et le Sigeif sur le montant des sommes dues, la Commune ou l'Établissement mandate, dans le délai ci-dessus, les sommes admises. Le complément éventuel est mandaté après règlement du désaccord.

Article 8 : Contrôle de la Commune et la Commune de l'Établissement

La Commune et l'Établissement se réservent le droit d'effectuer à tout moment les contrôles techniques et administratifs qu'ils estiment nécessaires. Le Sigeif s'engage à laisser libre accès aux agents habilités par la Commune et l'Établissement à tous les dossiers concernant l'Opération ainsi qu'aux chantiers y afférents.

Les éventuelles observations de la Commune et de l'Établissement sont communiquées uniquement au Sigeif.

Article 9 : Modification et annulation de l'Opération

Dans l'hypothèse où la Commune et/ou l'Établissement estimerait nécessaire d'apporter des modifications à l'Opération ou à l'enveloppe financière prévisionnelle, un avenant à la présente convention est conclu avant toute mise en œuvre de ces modifications.

En cas d'annulation de l'Opération sur décision de la Commune ou de l'Établissement, ce dernier accepte de supporter la totalité des frais engagés pour l'Opération d'enfouissement, quel que soit le réseau considéré.

Si le diagnostic révèle la présence d'amiante, le Sigeif, la Commune et l'Établissement se rapprochent afin d'étudier les modalités d'une éventuelle poursuite de l'Opération. Cette dernière nécessite un avenant à l'enveloppe financière prévisionnelle est modifiée.

Accusé de réception en préfecture
075-2005043-20260226 Mairie de Orange
Date de télétransmission : 26/02/2026
Date de réception préfecture : 26/02/2026
Page 13 sur 16

Article 10 : Résiliation

En cas de non-obtention des autorisations administratives pour une cause étrangère au Sigeif, la résiliation de la convention peut intervenir à l'initiative de l'une ou l'autre des Parties. La Commune et l'Établissement s'engagent à verser au Sigeif une indemnité forfaitaire correspondant à 25 % des frais de Maitrise d'ouvrage temporaire déjà engagés.

En tout état de cause, la résiliation ne peut prendre effet qu'un mois après notification de la décision de résiliation.

Les Parties procèdent sans délai à un constat contradictoire des prestations effectuées par le Sigeif et des travaux réalisés. Ce constat fait l'objet d'un procès-verbal qui précise notamment :

- ❑ Les mesures conservatoires que le Sigeif doit prendre pour assurer la conservation et la sécurité des ouvrages réalisés ;
- ❑ Le délai dans lequel le Sigeif doit remettre à la Commune et l'Établissement l'ensemble des dossiers concernant l'Opération non achevée.

Article 11 : Dispositions diverses

11.1 Durée de la convention

La présente convention entre en vigueur dès sa signature par les Parties et s'exécute sur une période de trois ans.

L'échéance de la présente convention ne met pas fin aux obligations pesant sur les Parties et résultant de l'engagement d'une Opération.

11.2 Enregistrement

La présente convention ne fait pas l'objet d'un enregistrement. Si toutefois l'une des Parties souhaitait son enregistrement, elle en supporte seule le coût.

11.3 Capacité d'ester en justice

Le Sigeif peut agir en justice jusqu'à l'achèvement de sa mission. Il informe la Commune avant toute action.

Toutefois, toute action en matière de garantie décennale et garantie de bon fonctionnement relève de la compétence de la Commune et de l'Établissement.

11.4 Résolution des litiges

Les Parties s'engagent à régler à l'amiable tout différend résultant de l'interprétation, de l'exécution et des suites de la présente convention.

A défaut de règlement amiable dans un délai raisonnable, les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal administratif du lieu d'exécution des travaux.

Fait à Paris, en *trois* exemplaires, le **26 FEV. 2026**

Pour « la Commune »,

Le Maire,



Denis Larghero

Pour « l'Établissement »,

A. Audoyn de
Le Vice-président, chargé de l'Espace
Public, de la voirie, et des réseaux

Pour le Président et par délégation,

BG
Bernard GAUDUCHEAU
Vice-président en charge de l'espace public,
de la voirie, des réseaux, de la propreté
et des espaces verts
Maire de Vanves

Bernard Gauducheau

Maire de Vanves et
Conseiller Régional d'Île-de-France

Pour « le Sigeif »,

Le Président,



Jean-Jacques Guillet

Maire de Chaville

Accusé de réception en préfecture
075-200050433-20260226-MO-MEUDON-TOUR-SC
Date de télétransmission : 26/02/2026
Date de réception préfecture : 28/11/2025
Page 15 sur 16

Annexe I

Missions du maître d'ouvrage temporaire

a. Gestion des marchés – Réception des Ouvrages :

- Établissement des bons de commande pour les missions :
 - de levé topographique ;
 - de coordination de sécurité ;
 - de maîtrise d'œuvre ;
 - d'investigations complémentaires ;
 - de caractérisation des enrobés (diagnostic amiante) ;
 - de contrôle technique des ouvrages neufs de distribution publique d'électricité ;
 - travaux.
- Vérification des décomptes de prestations ;
- Organisation et suivi des opérations préalables à la réception ;
- Mise en œuvre des garanties contractuelles ;
- Établissement et notification des décomptes généraux et définitifs ;
- Règlement des litiges éventuels.

b. Gestion administrative, technique et financière :

- Relations avec les concessionnaires et autres exploitants d'ouvrage ;
- D'une manière générale toutes démarches administratives nécessaires au bon déroulement de l'Opération ;
- Établissement des dossiers nécessaires à l'exercice du contrôle de légalité ;
- Établissement et remise à la Commune des dossiers complets comportant tous documents contractuels, techniques, administratifs et comptables ;
- Établissement du bilan général des dépenses.

c. Suivi des procédures correspondantes et information à la Commune

- Litiges avec les tiers ;
- Litiges avec les entrepreneurs, maîtres d'œuvres et prestataires intervenant dans l'Opération jusqu'au transfert des ouvrages à la Commune.

Commune : MEUDON

Annexe II - Plan de situation

Rue de la Tour

Affaire n° : 92048-AR-25051

Depuis la rue Ernest Renan jusqu'à l'avenue du 11 novembre 1918)



Accusé de réception en préfecture
092-200057974-20251120-B2025-11-14-DE
Date de télétransmission : 28/11/2025
Date de réception préfecture : 28/11/2025

Accusé de réception en préfecture
075-200050433-20260226-MOTMEUDONTOUR-CC
Date de télétransmission : 26/02/2026
Date de réception préfecture : 26/02/2026

Annexe III

**ENVELOPPES PREVISIONNELLES ETABLIES PAR RESEAUX
ET FINANCEMENT DES TRAVAUX
COMMUNE DE MEUDON - Programme 2026**

■ Enveloppes prévisionnelles pour la mise en souterrain des réseaux aériens situés :

OPERATION	RESEAU D'ENERGIE ELECTRIQUE BASSE TENSION	RESEAU DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES	RESEAU D'ECLAIRAGE PUBLIC
	€ T.T.C	€ T.T.C	€ T.T.C
rue de la Tour (depuis la rue Ernest Renan jusqu'à l'avenue du 11 novembre 1918)	72 000€	88 000€	40 000€

■ Financement des travaux : inscriptions budgétaires

Réseau de distribution publique d'énergie électrique Basse Tension			
	40,00% (participation Enedis)	26,40% (participation Sigeif)	33,60% (participation Commune)
	€ H.T	€ H.T	€ H.T
rue de la Tour (depuis la rue Ernest Renan jusqu'à l'avenue du 11 novembre 1918)	24 000€	15 840€	20 160€
	TVA (*) :	12 000€	
			TOTAL (€ T.T.C) :
			72 000€

(*) La TVA, sur le réseau électrique Basse Tension, est financée à 100 % par le Sigeif

Réseaux de Communications Electroniques (réseau Orange câblage inclus et autre(s) opérateur(s) hors câblage)		
	participation Commune (1)	€ H.T
	€ H.T	
rue de la Tour (depuis la rue Ernest Renan jusqu'à l'avenue du 11 novembre 1918)	73 333,33€	73 333,33€
	TVA :	14 666,67€
		TOTAL COMMUNE (€ T.T.C) :
		88 000€

Réseau d'éclairage public (1 fourreau 63 + 1 fourreau 90 - mobilier non compris)		
	participation Etablissement	€ H.T
	€ H.T	
rue de la Tour (depuis la rue Ernest Renan jusqu'à l'avenue du 11 novembre 1918)	33 333,33€	33 333,33€
	TVA :	6 666,67€
		TOTAL (€ T.T.C) :
		40 000€

Bilan des enveloppes prévisionnelles des participations pour chaque maître d'ouvrage			
	SIGEIF	L'ETABLISSEMENT	LA COMMUNE
	€ T.T.C	€ T.T.C	€ T.T.C
TOTAL (€ T.T.C) :	51 840€	40 000€	108 160€
			200 000€

Tableau des acomptes demandés à l'établissement et à la commune (2)		
	L'ETABLISSEMENT	LA COMMUNE
30 % du montant prévisionnel de sa participation à la signature de la convention	12 000€	32 448€
30 % du montant prévisionnel de sa participation à la fin des études et avant le démarrage des travaux	12 000€	32 448€
Solde restant après présentation du bilan général des dépenses établi à la réception de l'opération	16 000€	43 264€

(1) La participation d'Orange sera versée à la Commune après présentation du bilan général des dépenses établi après la réception des travaux

Participation d'Orange estimée à 9 720,00 €

(2) Le tableau des acomptes, demandés à l'établissement et/ou à la Commune, est établi en fonction de l'estimation établie. Si à l'inverse, l'étude du MOE révélait une sous-estimation de l'enveloppe prévisionnelle, un avenant ou une révision de l'estimation pourrait être proposé à l'établissement et/ou à la Commune

Accusé de réception en préfecture
075-200050433-20260226-MOUE MEUDON TOUR 2025
Date de rétrotransmission : 26/02/2026
Date de réception préfecture : 26/02/2026